

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Relevé de conclusions

LUNDI 29 JUILLET 2013 A **18H00**
Salle des fêtes – Commune de Pisieu

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
 - 1 – Décisions modificatives n°1 – budget général
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
 - 2 – Za de Jarcieu – acquisitions foncières
 - 3 – SCOT des Rives du Rhône – convention de partenariat liée à l'enquête consommation des ménages
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Claude NICAISE
 - 4 – Redevance incitative – Convention avec le SITPI
- ♦ **ENFANCE - JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
 - 5 – Présentation des deux comités de pilotage LAEP et RAM
- ♦ **CULTURE - PATRIMOINE** – Rapporteur : Sylvie DEZARNAUD
 - 6 – Appel à projets 2013 – nouveau projet soutenu
- ♦ **ENSEIGNEMENT MUSICAL** – Rapporteur : Evelyne AVIAS
 - 7 – Ecole de musique : bilan de l'année écoulée
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
 - 8 – Convention pour la valorisation de certificats d'économie d'énergie
 - 9 – Création de poste : adjoint technique territorial 2^{ème} classe
 - 10 – Recrutement d'un contrat avenir
 - 11 – ASTA
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

Le Maire de Pisieu accueille l'assemblée et donne la parole au Président.

L'assemblée délibérante prend acte du procès-verbal de carence de la séance du 22 juillet pour faute de quorum atteint.

Le président rappelle que la présente séance, faisant suite à cette carence, ne nécessite pas l'obtention du quorum.

Le compte rendu de la réunion de juin n'appelant aucunes remarques, l'ordre du jour est abordé.

I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

• Décisions modificatives n°1 – budget général

Philippe MIGNOT fait état des équilibres en fonctionnement et investissement selon les propositions suivantes :

Fonctionnement

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
020-60631	Fourniture d'entretien	2 000 €	
020-6226	Honoraires (marché assurances)	4 500 €	
020-73925	Fonds péréquation recettes fiscales (FPIC)	- 32 100 €	
020-7325	Fonds péréquations recettes fiscales (FPIC)		60 300 €
01-023	Virement à la section d'investissement	79 300 €	
Habitat – Logement			
72-7472	Subvention CDDRA (contrat dev durable Région RA)		3 000 €
Voirie intercommunale			
822-61523	Travaux d'entretien 2013 (solde 2012 + marché 2013)	6 600 €	
Actions économiques			
93-6554	Participation animation GPRA Région RA	3 000 €	
TOTAL		63 300 €	63 300 €

Investissement

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
01-021	Virement de la section de fonctionnement		79 300 €
Défense incendie			
113-21568	Travaux de défense incendie	50 000 €	
113-1022	FC TVA		7 000 €
Camping			
95-2188	Acquisition d'un bungalow sanitaire	8 300 €	
95-10222	FC TVA		1 000 €
Voirie			

intercommunale			
822-217510	Travaux de voirie	30 000 €	
822-10222	FC TVA		4 000 €
Bâtiment Figuet Pré Mornay			
93-2313	Travaux agrandissement	90 000 €	
01-1641	Emprunts		90 000 €
DURAND Mécanique			
93-2315	Raccordement assainissement	3 000 €	
TOTAL		181 300 €	181 300 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II – Activités économiques

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

- Za des Blâches à Jarcieu – acquisitions foncières**

Il est rappelé que par délibération du 23 avril 2012, le Conseil communautaire a approuvé l'agrandissement de la zone d'activité des Blâches à Jarcieu. Cinq propriétaires de terrains sont concernés par cette extension. Les propriétaires ayant fait part de leur accord pour vendre leurs terrains selon la proposition visée ci-dessus, il est désormais nécessaire de rédiger les actes correspondants.

Il est donc proposé de délibérer afin de permettre l'acquisition des parcelles de :

<i>Surface</i>					
<i>Parcelle</i>	<i>Propriétaire</i>	<i>UI</i>	<i>NC</i>	<i>NCI</i>	<i>Total m²</i>
ZE 130	Mme LORENTZ	5 400			5 400
ZE 97	Mme HOURS	10 177	2 316	2 362	14 855
ZE 99	Mr VACHER	4 733	277		5 010
ZE 92	Mme LORENTZ		7 869	7 947	15 816

Coût total des acquisitions : 108 305 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- SCOT Rives du Rhône – convention de partenariat liée à l'enquête consommation des ménages**

Cette enquête porte sur les habitudes de consommation des foyers du Nord Isère.

Elle concerne également :

tous les EPCI du Territoire Scot Boucles du Rhône en Dauphiné

tous les EPCI du Territoire Scot Nord Isère

tous les EPCI du Territoire Scot Rives du Rhône

la CCI Nord Isère

La mission du bureau d'études est de réaliser 60 enquêtes téléphoniques effectives sur le Territoire de Beaurepaire et portant sur :

- les comportements d'achat sur l'alimentaire, l'équipement de la personne, l'équipement de la maison, culture, loisirs, l'hygiène, les produits de beauté,
- la fréquentation de services : restauration, cinéma
- les modes de déplacement par type d'achat
- les nouveaux modes de distribution : internet, « drive », producteurs

Le résultat de l'enquête sera analysé à l'échelle du Nord Isère et une formation à l'exploitation des données de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sera effectuée.

Le coût de l'enquête s'élève à 3 054 € HT pour la Communauté de Communes.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 CONTRE)

III – Environnement

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

- **Redevance incitative – convention avec le SITPI**

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire émet environ 13 600 factures par an dans le cadre de la redevance incitative et que par délibération du 20 décembre 2010, la Communauté de Communes a externalisé auprès du Sitpi, l'édition de ses factures de déchets ménagers au regard de la complexité de mise en œuvre et d'édition notamment des TIP (Titre Interbancaire de Paiement) et afin de ne pas procéder à l'acquisition de machines complexes et coûteuses.

Le Sitpi est un Syndicat Intercommunal d'Informatique, qui possède le savoir-faire et les outils pour éditer, mettre sous plis et livres les factures destinées à la population.

La convention entre la Communauté de Communes et le Sitpi étant arrivée à échéance, il est proposé de la renouveler afin de préciser les modalités de coopération pour l'édition des futures factures.

Le coût de cette prestation est désormais de 0,24 centimes TTC par facture, soit 3 264 euros pour les 13 600 factures annuelles.

Cette nouvelle convention est conclue pour une durée de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV – Enfance - jeunesse

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

- **Présentation comité de pilotage LAEP**

Un comité de pilotage portant sur le lieu d'accueil enfant-parent (LAEP) a eu lieu le 17 juin dernier.

Le LAEP a lieu au CIB le mercredi matin pour une durée de 2 heures. Il a ouvert ses portes le mercredi 7 mars et a été baptisé LUDI'BULLES.

La mission de ce lieu d'accueil repose sur la socialisation afin de favoriser la relation entre adulte, entre enfant, adulte/enfante, adulte/enfant/accueillant.

L'équipe accueillante est composée de 5 personnes dont 2 accueillants minimums présents à chaque séance.

Ces accueillants sont issus du pôle petite enfance (2) du CIB (3) et l'année prochaine un partenariat avec l'OVIV sera instauré.

	Enfants	Adultes	Total	Familles différentes
2012	300	165	465	29
2013 (janvier à mi-juin)	184	103	277	19

INFORMATION

V – Enseignement musical

RAPPORTEUR : Evelyne AVIAS

• Ecole de musique – bilan de l’année écoulée

Il est fait part du bilan positif de l’année écoulée.

En résumé, l’année 2013 a été très porteuse d’effets, grâce, notamment aux différents projets menés comme la venue de Manu Dibango lors du festival des Bourgeons courant mars.

Une meilleure cohésion entre les élèves et les professeurs s’est d’ailleurs fait ressentir ainsi qu’une meilleure identité de l’école de musique vis-à-vis du public extérieur.

Le Directeur, Sylvain ELLISSONDE a pu également constater que peu d’élèves ont abandonné en cours d’année (3) et les résultats d’examen de fin de cycle sont plutôt encourageant et démontre d’une certaine assiduité.

Actuellement le Directeur a recensé une centaine de préinscriptions pour l’année 2013-2014. Deux dates d’inscription sont prévues les 5 et 6 septembre prochain pour les retardataires et les nouveaux élèves.

Une réflexion menée par l’école de musique avec l’instauration des rythmes scolaires est en cours.

INFORMATION

VI – Culture - patrimoine

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

• Appel à projets 2013 – nouveau projet

La commission culture et patrimoine, a lancé un appel à projets sur la thématique « culture intercommunale », « patrimoine » ou « autour du livre » pour soutenir des projets intercommunaux qui réunissaient les critères suivants :

- au moins deux associations doivent se mobiliser autour du projet
- le siège social des associations doit être établi sur le territoire de la communauté de communes
- le projet doit avoir un rayonnement intercommunal
- l’aide ne peut excéder 30 % du budget prévisionnel
- le logo de la Communauté de communes doit figurer sur tous les supports de communication ainsi que les associations partenaires

4 projets du territoire ont été retenus, et validés par délibération du 3 juin 2013, soit :

- Festival « Buis’ son » à Cour et Buis (nouveau projet) le 25 mai 2013 : défilé de marionnettes géantes, ateliers contes, danses, lectures accompagnées par l’école de musique Manu Dibango, maquillage – aide à hauteur de 2 385 €,
- « Carnets de voyage » à Beaurepaire – les 1^{er} et 2 juin 2013 – aide à hauteur de 400 €
- « Ciné BD » à Beaurepaire le 24 novembre 2013 – aide à hauteur de 531 €
- « Découvertes médiévales » à Montseveroux le 12 octobre 2013 – toute la journée le thème sera les chevaliers – aide à hauteur de 2 960 €

La commission culture et patrimoine propose de soutenir un projet supplémentaire répondant aux différents critères :

- Festival jeune public l'enfant Phare (Compagnie l'autre main et Carcara) – budget du festival 9 000 € et participation de la Communauté de Communes à hauteur de 2 500 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII – Administration générale

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

• Convention pour la valorisation des certificats d'économies d'énergies

La loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, permet à un certain nombre de personnes morales, qui engagent des travaux d'amélioration de la performance énergétique sur ses équipements et bâtiments, d'obtenir, en contrepartie des investissements, des certificats d'économies d'énergie (CEE).

Ces certificats constituent une des mesures favorisant l'efficacité énergétique.

Ce dispositif repose sur l'obligation faite aux fournisseurs d'énergie de promouvoir ou de réaliser des économies. Ils peuvent donc soit réaliser eux-mêmes des actions ou acheter des CEE, générés par des travaux réalisés par des acteurs, tels que les collectivités territoriales.

Le centre administratif, nouvellement réhabilité, étant aux normes BBC, peut être éligible à un certificat d'économie d'énergie.

La société Valoenergie, filiale de la Caisse d'épargne, propose, à travers une convention de mandat, de valoriser pour le compte de la Communauté de Communes, les travaux réceptionnés. Cette convention permet ainsi de gérer le compte nécessaire pour instruire les dossiers de certificats d'énergie (dépôt de dossier relativement complexe).

La société, procédera ensuite à la vente de ce certificat au meilleur prix auprès du fournisseur le mieux-disant et se rémunérera à hauteur de 13% du prix de vente dudit certificat, le reste du versement de la contribution étant directement versée à la Communauté de Communes.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Création de poste : adjoint technique territorial 2^{ème} classe

Conformément à la l'article 34 de la loi 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il est proposé de créer un emploi d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe à temps non complet (24h30 annualisées) à compter du 1^{er} septembre 2013 afin de titulariser le personnel en place à la cantine de Monsteroux Milieu.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Recrutement d'un contrat d'avenir

Depuis le 1er novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés par contrat aidé.

Dans le secteur non-marchand, le contrat prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) de 3 ans au maximum réglementé par le code du travail.

Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire.

Cette démarche nécessite un engagement à former le jeune en interne et rechercher des formations extérieures en lien avec la mission locale et ainsi lui faire acquérir une qualification.

Un tuteur identifié doit être désigné au sein du personnel pour accompagner ce jeune au quotidien et lui inculquer son savoir.

L'aide à l'insertion professionnelle versée par l'Etat est fixée à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Afin de le décharger l'agent chargé du CLH, un contrat d'avenir permettrait ainsi de remédier à cet état de fait, ainsi que palier au manque de personnel à l'accueil.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **ASTA**

L'ASTA est une association loi 1901, qui propose un large éventail d'activités sportives aux seniors d'au moins 50 ans, du département de l'Isère, notamment des cours de gymnastique.

La pratique de ces activités s'effectue dans un contexte relationnel d'amitié, d'entraide et de solidarité.

En vue de la reprise des cours de gymnastique à la rentrée 2013, l'association ASTA propose de poursuivre la collaboration avec la Communauté de Communes selon les accords suivants :

prestations de l'animatrice Mme GOUBET au coût réel : salaires, charges patronales et frais de déplacements, participation au coût du conseiller technique et frais généraux, soit 4,50 € par heure de cours

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VIII – Questions orales

- **Représentation communautaire 2014**

Gilles ROUX rappelle que le texte de loi prévoyait la possibilité d'un accord amiable et que cela n'a pas été débattu. Il souhaiterait que les conseils municipaux redélibèrent en connaissance de cause.

Le Président répond que ce débat est interne à chaque conseil municipal. Il rappelle également que le 19 avril dernier, au terme de la réunion en Bureau exceptionnel, un accord avait été dégagé sur la base du travail présenté dans les conseils municipaux.

Il précise également que 12 communes ont déjà délibéré et que les 1ères réactions ont été tardives.

Le Président fait état de la présence d'un suppléant pour les communes n'ayant qu'un titulaire.

- **Tour de Buis**

A la demande de la SAFER, une délibération de principe doit être prise afin de préciser la valeur vénale du bâtiment la « tour de Buis » à 600 000 € dont 155 400 € de travaux effectués par la société Socodhes.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Ambroisie**

Il est demandé à ce que la fauche de l'ambroisie soit déclenchée.